

Déclaration de la FNEC FP-FO

Communiqué du 13/02/2014

Madame, Monsieur,

Les annonces du président de la République et de ses ministres concernant le pacte de responsabilité et les dizaines de milliards d'économies à faire sur les dépenses publiques d'ici 2017 donnent un éclairage très cru sur toute la politique suivie dans l'Education Nationale.

Qu'il s'agisse des salaires, des postes, de la territorialisation de l'école et de sa régionalisation encore aggravée par le projet de loi sur la formation professionnelle, des rythmes scolaires ou de la modification des obligations statutaires des personnels, chacun peut constater aujourd'hui que la refondation de l'école s'inscrit dans cette politique d'ensemble.

Le pacte de responsabilité devrait se traduire par l'exonération des cotisations patronales pour la branche famille de la Sécurité Sociale, et 50 milliards de coupes budgétaires supplémentaires dans les dépenses publiques sur 2015-2017.

Les contreparties sont d'évidence un marché de dupes : il n'y en a pas, il n'y en aura pas. Le patronat a déjà répondu. Nous avons déjà vu ce qu'il en était sur l'inversion de la courbe du chômage.

Quant aux conséquences en matière salariale, il y a peut-être des rumeurs, mais il y a la vraie vérité, celle des prix.

Cette politique ne peut que peser encore plus sur les salaires. Le blocage de l'avancement des fonctionnaires fait partie des mesures préconisées par la cour des Comptes, alors que le point d'indice est gelé depuis 2010, que les salaires nets continuent de baisser et que les mesures catégorielles sont indigestes.

Emplois, salaires, services publics, sécurité sociale : salariés du secteur public comme du secteur privé sont face à une même politique.

Une chose est certaine aujourd'hui: la cote d'alerte est largement dépassée. Les revendications des personnels sont parfaitement légitimes.

Les dotations prévues pour la rentrée 2014 ne compensent pas l'augmentation du nombre d'élèves supplémentaires attendus, 38000 dans le premier degré, 33000 dans le secondaire selon les chiffres ministériels.

Partout il manque des heures, des classes pour simplement éviter une nouvelle dégradation à la rentrée prochaine. La plupart des établissements, qu'ils soient ou non classés en éducation prioritaire, verront à nouveau en 2014 le nombre d'élèves par classes augmenter, beaucoup voient leur dotation amputée.

Les conditions de travail vont encore s'aggraver avec l'accroissement des postes à compléments de service, notamment du fait de l'augmentation du nombre des heures supplémentaires.

Les personnels du second degré des Hauts de Seine, ceux de Seine Saint-Denis, en intersyndicale, se rendront au ministère demain, ceux des Hauts de Seine pour la troisième fois.

Dans le premier degré c'est sans attendre qu'il faut trouver des solutions pour le remplacement : à titre d'exemple, dans le seul département du Gard, cette semaine c'est dans 80 classes qu'il manquait des remplaçants. C'est aussi ce que demandent les collègues du premier degré du 93 en intersyndicale qui viendront aussi au ministère demain.

Que va répondre le ministre aux personnels des Hauts de Seine et de Seine-Saint-Denis, en réalité aux personnels de tous les départements, à leurs demandes de postes et de moyens supplémentaires ?

Ces questions ne sont à l'évidence pas les seules qui font que la cote d'alerte est dépassée.

S'agissant des rythmes scolaires rien n'est réglé : le mécontentement ne tarit pas, chez les personnels mais aussi chez les parents d'élèves, comme on l'a encore vu ces derniers jours. La suspension de la réforme pour la rentrée prochaine reste une nécessité.

Le ministre a dû rédiger une nouvelle version de ses projets sur les missions et obligations de service des professeurs à la suite de la grève reconduite des professeurs de classes préparatoires. Les professeurs y chercheront vainement une réponse à leurs revendications en matière de rémunération et de conditions de travail. Par contre ils y trouveront de nouvelles missions définies pour l'essentiel au niveau local, allongeant leur temps de présence. Il est peu probable que cette nouvelle version permette de calmer les inquiétudes exprimées par nos collègues.

Il est urgent de prendre la mesure de ce que ressentent et subissent les personnels. Les personnels de l'Éducation Nationale sont comme tous les salariés victimes de la politique d'austérité.

Comme fédération syndicale nous sommes avec les personnels sur tous ces dossiers pour exiger des réponses légitimes.

Et au-delà, note fédération sera pleinement partie prenante des initiatives interprofessionnelles prises par la confédération FO en opposition à toute la politique d'austérité, en particulier par un appel à la grève interprofessionnelle le 18 mars.